



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 28.11.2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIBELCO France

2 rue de Foljuif
77140 Saint-Pierre-Lès-Nemours

Références : E24 - 2604
Code AIOT : 0006506572

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 octobre 2024 dans la carrière exploitée par la société SIBELCO France implanté Blomont, Blomont-les-Roches, Les Fourches-au-Vril et Roche-Cailleau sur la commune de Larchant (77760). L'inspection a été annoncée le 22 octobre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO France
- Blomont, Blomont-les-Roches, Les Fourches-au-Vril et Roche-Cailleau – Larchant (77760)
- Code AIOT : 0006506572
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 00 DAI 2M 060 du 13 juillet 2000, la société SIFRACO, devenue SIBELCO France en 2009, est autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables, sablons et grès industriels, d'une superficie de 26 ha 05 a 61 ca, sur le territoire de la commune de Larchant, aux lieux-dits « Blomont », « Blomont-les-Roches », « Les Fourches-au-Vril » et « Roche-Cailleau ».

Cette autorisation d'exploiter accordée pour une durée de 30 ans a été prolongée jusqu'au 4 décembre 2032 par arrêté préfectoral n° 07/DAIDD/M/021 du 3 septembre 2007.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-14	Demande d'action corrective	3 mois
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article IV-3-1	Demande d'action corrective	4 mois
6	Bornage	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article 3.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-6	Sans objet
2	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-83	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose au Préfet de Seine-et-Marne de demander à la société SIBELCO de :

- procéder, dans un délai de 3 mois, à la réparation de la clôture entourant le périmètre d'exploitation ;
- rénover, dans un délai de 4 mois, l'aire étanche actuelle ou procéder à l'installation d'une nouvelle au sein du périmètre d'exploitation ;
- identifier et mettre en place dans un délai de 3 mois, le bornage coté sud du périmètre d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-6
Thème(s) : Autre, Décapage des terrains
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.</p> <p>Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.</p> <p>Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées. Cette hauteur peut être dépassée exceptionnellement sur une durée n'excédant pas 3 mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ces dernières années, la quantité de matériaux extraits était inférieure à 5 000 tonnes/an et les travaux d'exploitation de la carrière s'effectuaient sur une période n'excédant pas un mois.</p> <p>Des discussions sont en cours entre l'exploitant et un potentiel client. L'extraction de matériaux pourrait reprendre en 2025.</p> <p>La quantité de matériaux extraits varierait entre 30 000 tonnes/an et 60 000 tonnes/an. Les travaux d'exploitation de la carrière s'effectueraient sur une année entière.</p> <p>Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux de l'exploitation. Les terres végétales et les stériles de découverte sont décapés sélectivement et utilisés pour la remise en état du site. Les merlons périphériques constituent des stocks de terres de découverte. Ces derniers sont</p>

végétalisés et ont une hauteur inférieure à 2 mètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Autre, Déchets d'extraction

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Le plan de gestion des déchets d'extraction inertes de la carrière de Blomont a été mis à jour en mars 2022.

Ce plan de gestion est complet et présente de manière satisfaisante la caractérisation des déchets produits par l'extraction en carrière et le traitement des matériaux en usine, le stockage des déchets d'extraction et leur localisation. Aucun changement n'a eu lieu depuis 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-8

Thème(s) : Autre, Epaisseur d'extraction

Prescription contrôlée :

L'épaisseur maximale d'extraction est de 21 mètres :

- 2 mètres de sables de rebut et de grès concrétionnés,
 - 2 mètres de grès,
 - 10 mètres de sables purs,
 - 7 mètres de sables colorés brun ocre ou noir (sablon).
- La cotes minimale NGF d'extraction est de 92 mètres.

Constats :

Le plan de situation de l'année 2023 fait apparaître localement des cotes NGF < à 92 m.

L'exploitant déclare que la cote minimale de 85 mètres NGF est liée à l'historique du site dans des zones exploitées antérieurement à l'Arrêté préfectoral du 13 juillet 2000. Cet arrêté précise les conditions de remise en état également pour ces zones.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-14

Thème(s) : Autre, Interdiction d'accès

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation, des installations de traitement, des convoyeurs non capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé.

Constats :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès à la carrière est matérialisé par une clôture. Néanmoins, celle-ci est endommagée à certains endroits.

L'exploitant s'est engagé à réparer cette dernière.

L'exploitant a indiqué que des pancartes indiquant le danger sont apposées le long de la clôture.

L'exploitant, devra dans un délai de 3 mois, procéder à la réparation de la clôture entourant le périmètre d'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article IV-3-1

Thème(s) : Autre, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des

eaux ou des liquides résiduels. (...)
Constats : Une aire étanche est présente à l'entrée du chemin d'accès de la carrière. Néanmoins, celle-ci est endommagée et ne peut être utilisée dans l'état actuel des choses au ravitaillement et l'entretien des engins. En vue de la reprise d'exploitation du site, l'exploitant a indiqué construire une nouvelle aire étanche au sein du périmètre d'exploitation. L'exploitant devra dans un délai de 4 mois, rénover l'aire étanche actuelle ou procéder à l'installation d'une nouvelle au sein du périmètre d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article 3.2
Thème(s) : Autre, Emplacement du bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"> • des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, • le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones remises en état. • Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le bornage mis en place ne couvre pas totalement le périmètre d'autorisation. L'exploitant devra dans un délai de 3 mois, vérifier et compléter, le bornage du périmètre d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois